

CIRCULAIRE DU 20 JUIN 1968

(EAG/SRF/C 1.253)

Objet : Traitement des alcools par passage sur des résines échangeuses d'ions.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
à MM. les Inspecteurs Divisionnaires
de la Répression des Fraudes,
- Chefs de Services Départementaux d'Inspection
de la Répression des Fraudes,
(Direction Départementale de l'Agriculture
S/C du Préfet),
- Directeurs de Laboratoires agréés
pour la répression des fraudes.

Les essais effectués en vue d'éliminer des produits de la distillerie les anions apportés notamment par l'anhydride sulfureux contenu dans les matières alcooligènes mises en oeuvre, ainsi que les cations pouvant provenir de l'attaque des récipients par l'acide formé à partir de cet anhydride sulfureux, avaient montré l'inefficacité ou l'insuffisance de la plupart des traitements expérimentés et, partant, la nécessité de recourir à l'emploi d'appareils échangeurs d'ions.

Dans sa séance du 26 mars 1968, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France a adopté à l'unanimité, à ce sujet les conclusions favorables des rapporteurs quant à l'utilisation de ces appareils.

Compte tenu de ces conclusions et du fait que les traitements rendus possibles par ces appareils n'ont pas les effets des pratiques prosrites, pour ce qui est des eaux-de-vie, par l'article 8 du décret du 19 août 1921, j'estime qu'il n'y a pas d'objection à en admettre l'emploi dans ce domaine.

Toutefois, sur la base des conclusions des rapporteurs précités, il y a lieu, en l'occurrence, de n'utiliser dans ces appareils que les résines échangeuses d'ions cationiques autorisées pour le traitement des eaux et une résine anionique polystyrène, fortement basique, type ammonium quaternaire, dont la réticulation est assurée par le divinylbenzène.

Cependant, il convient d'exiger que, lorsqu'ils sont destinés à la consommation, les produits ainsi traités ne contiennent pas plus d'un milligramme par litre de résine ayant servi au traitement.

Enfin, je vous précise que ce traitement n'est pas admis pour les eaux-de-vie bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée, sauf disposition qui l'admettrait explicitement dans les textes régissant chacune d'elles.

Pour le Ministre et par délégation:
Le Directeur du Cabinet,
Jean PINCHON.

Pour copie conforme.
Le Chef du Service
de la Répression des Fraudes,


J. ROLLER.